



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الأغذية والزراعة
للأمم المتحدة

F

CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR LE PROCHE-ORIENT

Trente-septième session

Amman (Jordanie), 5-8 février et 4-5 mars 2024

Compte rendu de la réunion consultative technique régionale en vue de la
37^e session de la Conférence régionale de la FAO pour le Proche-Orient

Questions liminaires

I. Organisation de la réunion

1. La réunion consultative technique régionale, organisée en vue de la 37^e session de la Conférence régionale de la FAO pour le Proche-Orient et portant sur le thème «Accélérer la transformation des systèmes alimentaires dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord», s'est tenue en ligne du 23 au 25 octobre 2023.
2. La réunion s'est déroulée sous forme d'atelier technique encadré. Les thèmes de discussion ont été présentés par la FAO, puis ont suivi des tables rondes et des débats thématiques conduisant à la présentation d'un ensemble de recommandations en séance plénière de clôture.
3. Aux diverses séances de la réunion ont pris part plus de 200 participants, dont des fonctionnaires de haut niveau des ministères de l'agriculture, de l'eau, de l'environnement et de la santé des pays membres de la région, ainsi que les représentants permanents de ces pays auprès de la FAO, les représentants de la FAO dans les pays, des spécialistes de la région issus des secteurs financier et du développement, des acteurs de la société civile et des universitaires, et d'autres acteurs clés.

Cérémonie inaugurale (séance d'ouverture)

4. La réunion technique s'est ouverte par les déclarations de M. Abdulhakim Elwaer, Sous-Directeur général et Représentant régional de la FAO, responsable du Bureau régional pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord, et de M. Nizar Hadad, Directeur général du Centre national de recherche agricole (Jordanie) et Président de la réunion technique.
5. M. Elwaer a souhaité la bienvenue aux participants, au nom de la FAO. Il a appelé l'attention sur certains des principaux problèmes qui se posaient dans la région et a exprimé sa peine face à ce qui était en train de se passer en Palestine. Il a insisté sur l'importance des résultats de la réunion pour éclairer le plan d'action relatif aux programmes de la FAO ainsi que l'ensemble des activités

Les documents peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org.

préparatoires en vue de la 37^e session de la Conférence régionale, qui se tiendrait au niveau ministériel en mars 2024. Les problèmes qui pèsent sur la transformation des systèmes agroalimentaires dans les pays de la région ont été mis en avant. Plus particulièrement, les produits alimentaires, les financements et les combustibles ont été présentés comme les principaux facteurs sur lesquels se répercutaient des difficultés externes, contribuant fortement au manque de productivité. M. Elwaer a souligné la grande importance des financements et des investissements dans les pays en tant qu'accélérateurs de la transformation, notamment l'innovation et l'adoption d'une approche innovante. Il a également assuré que la FAO continuerait d'apporter son appui aux pays membres afin de parvenir à un développement durable et résilient de l'agriculture.

6. M. Nizar Hadad a souhaité la bienvenue aux participants et a annoncé que la 37^e session de la Conférence régionale se tiendrait à Amman (Jordanie) en février 2024. Appelant leur attention sur les problèmes liés à l'insécurité alimentaire dans la région, il a demandé aux participants de saisir cette occasion pour se pencher sur les difficultés d'ordre technique constatées dans la région et partager leurs connaissances et leurs données d'expérience.
7. M^{me} Clemencia Cosentino, Directrice du Bureau de l'évaluation de la FAO, a remercié de l'occasion qui lui était donnée de participer à la réunion. Elle a ensuite fait le point sur les changements apportés au sein du Bureau de l'évaluation dans le cadre de la nouvelle stratégie approuvée par le Comité du Programme, puis par le Conseil et la Conférence de la FAO. Elle a souligné qu'en vertu de cette nouvelle stratégie, le Bureau de l'évaluation était appelé à éclairer la réflexion, les délibérations et, à terme, les décisions de la FAO, des Membres, des donateurs, des partenaires et d'autres acteurs.
8. M. David Conte, Conseiller spécial auprès du Bureau de la stratégie, du programme et du budget de la FAO, a remercié, à son tour, de l'occasion qui lui était donnée de participer à la réunion, puis a brièvement présenté le Cadre stratégique 2022-2031, qui servait de document d'orientation pour la FAO. Il a appelé l'attention sur le contenu essentiel de cet important document, qui visait à soutenir la réalisation des objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Programme 2030) en favorisant une transition vers des systèmes agroalimentaires plus efficaces, plus inclusifs, plus résilients et plus durables, permettant d'apporter des améliorations en matière de production, de nutrition, d'environnement et de conditions de vie, sans laisser personne de côté.
9. M. Ahmad Mukhtar, Économiste principal à la FAO, a présenté un exposé illustrant certains aspects du contexte régional. Il a insisté sur les contenus de cette Conférence régionale biennale, qui servait à donner des indications à la FAO concernant les priorités régionales et les domaines de travail de l'Organisation dans la région. Il a aussi rappelé que les conférences régionales permettaient d'inscrire dans une perspective régionale les questions relatives au Programme et au budget intéressant le Conseil de la FAO ainsi que les questions de politique et de réglementation dont s'occupait la Conférence de la FAO.

II. Débats thématiques

10. La réunion consultative technique régionale s'est articulée autour des quatre domaines d'action prioritaires régionaux ci-après. Un bref document de référence, devant servir de base de discussion, a été établi pour chacun de ces thèmes. Les participants ont fait part de leurs points de vue sur les domaines d'action prioritaires qu'il était proposé d'examiner, ainsi que sur les questions spécifiques dont ils souhaitaient l'examen dans le cadre de la Conférence régionale à sa 37^e session.

Priorité 1: Transformation rurale

Priorité 2: Marchés et politiques

Priorité 3: Agriculture plus respectueuse de l'environnement, lutte contre la pénurie d'eau et action pour le climat

Priorité 4: Résilience

Adoption de l'ordre du jour et du calendrier

11. Les participants à la réunion ont adopté l'ordre du jour (annexe A).

I. Nouveau Cadre stratégique de la FAO: Concrétisation des priorités régionales

A. Deuxième séance technique – Accélérer la transition vers des marchés, un commerce et une consommation durables

12. Les participants ont examiné le document intitulé «Accélérer la transition vers des marchés, un commerce et une consommation durables» et ont pris note des messages mis en avant par les intervenants.

13. Au cours des débats sur ce point, les participants:

- a) ont reconnu qu'il était important de prendre en compte la sécurité alimentaire dans toutes ses dimensions et de s'attaquer au triple fardeau de la malnutrition dans la région. En raison de leurs ressources naturelles limitées, les pays de la région ne sont pas en mesure de produire la totalité des aliments dont leurs populations ont besoin;
- b) ont reconnu par ailleurs que, pour assurer à tous une alimentation saine, dans une région de plus en plus urbanisée, il fallait gérer les risques associés à la dépendance croissante des pays de la région à l'égard des importations de produits alimentaires, tout en encourageant la mise en place de chaînes d'approvisionnement tenant compte de la nutrition, grâce à une diversification de la production et à des investissements publics-privés en faveur d'une alimentation plus saine et plus abordable, ainsi qu'au renforcement des capacités des pouvoirs publics, des petites et moyennes entreprises et des petits agriculteurs et pêcheurs, en vue d'améliorer la qualité des aliments et leur sécurité sanitaire, les mécanismes de traçabilité et l'environnement alimentaire;
- c) ont fait part de leurs préoccupations concernant le coût et l'accessibilité économique d'une alimentation saine, qui demeuraient un problème. De 2017 à 2021, dans les États arabes, le coût moyen d'une alimentation saine a progressé de 10,24 pour cent. Grâce aux programmes alimentaires menés par les Nations Unies et aux initiatives de stabilisation des prix, le coût d'une alimentation saine a diminué de 7,5 pour cent dans les États arabes les moins avancés, entre 2019 et 2021. Dans les pays exportateurs de pétrole à revenu élevé du Conseil de coopération des États arabes du Golfe (CCG), le coût d'une alimentation saine a augmenté régulièrement d'année en année, les plus fortes hausses ayant été constatées en 2019-2020 (5,5 pour cent) et en 2020-2021 (6,4 pour cent);
- d) ont souligné le rôle crucial que jouait le secteur privé en apportant des solutions et en contribuant à l'évolution des systèmes alimentaires, en vue d'une meilleure nutrition et d'une alimentation plus saine;
- e) ont noté le rôle stratégique que jouait le Bureau régional en tant que plateforme de collaboration interrégionale et intersectorielle, en mettant particulièrement l'accent sur quatre domaines d'intervention pour accélérer le processus de transformation, à savoir: politique commerciale et partenariats, pertes et gaspillages alimentaires, systèmes alimentaires urbains et nutrition.

14. Les participants ont ensuite appelé les pays, avec l'appui de la FAO, à:

- a) adopter de nouvelles politiques ou renforcer celles qui existent, afin de favoriser la transformation de la production et de la consommation en faveur d'une alimentation saine;

- b) réduire les pertes et le gaspillage alimentaires grâce à la recherche et à l'innovation;
 - c) encourager la participation du secteur privé à la transformation des systèmes agroalimentaires;
 - d) mettre en place des infrastructures et des moyens logistiques solides en matière de transport, d'entreposage et de réfrigération;
 - e) renforcer les liens entre zones rurales et zones urbaines;
 - f) mettre en place un cadre institutionnel propice à l'analyse des vulnérabilités au sein du système agroalimentaire et à des actions concrètes à cet égard;
 - g) surveiller les risques et se préparer aux situations d'urgence.
15. La séance a également donné lieu à des échanges de vues très intenses et animés. Le représentant de l'Organisation arabe pour le développement agricole (OADA) a ouvert le débat en soulignant que les priorités régionales et les activités menées par le Bureau régional s'apparentaient à celles de l'OADA. Il a évoqué les deux grands défis que constituaient la forte dépendance à l'égard des importations de produits alimentaires et la rareté des ressources naturelles, en particulier la pénurie d'eau.
16. Pour sa part, M. Stefanos Fotiou a repris trois questions qui avaient été évoquées lors du bilan régional de la transformation des systèmes alimentaires, organisé en juillet 2023, à savoir:
- a) Le problème des pertes et du gaspillage alimentaires prend une importance croissante car il touche l'ensemble du système alimentaire. La FAO travaille en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), mais il convient de recueillir davantage de données pour mieux comprendre cet enjeu.
 - b) La question de la nutrition revient souvent dans les débats qui font suite au Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires de 2021, car elle dépasse largement le cadre de l'apport calorique. De nombreux pays demandent que la nutrition fasse l'objet de recherches plus approfondies.
 - c) Les échanges commerciaux sont extrêmement importants pour la sécurité alimentaire dans la région. La FAO a dirigé les travaux sur l'adaptation de la transformation des systèmes alimentaires au contexte local lors du Sommet des Nations Unies sur les ODD. Les liens entre l'accélération, la transformation et les systèmes alimentaires sont essentiels pour progresser plus rapidement vers la réalisation des ODD. Une attention toute particulière doit donc être portée au commerce intrarégional et aux petits exploitants agricoles.

B. Troisième séance technique – Une agriculture plus verte pour des systèmes agroalimentaires efficaces et résilients face aux aléas climatiques

17. La séance s'est ouverte par les déclarations de M. AbdulHakim Elwaer, Sous-Directeur général et Représentant régional de la FAO, responsable du Bureau régional pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord, lequel a souligné que cette réunion biennale marquait une étape cruciale dans le cadre d'une série d'initiatives visant à élaborer des recommandations et des mesures à caractère innovant à l'intention des décideurs de la région, et qu'elle offrait une plateforme privilégiée pour l'examen des principaux problèmes auxquels était confrontée la région. Il a également souligné que les résultats issus de réunions tenues en parallèle, faisant intervenir le secteur public, la société civile et le secteur privé, apporteraient une précieuse contribution aux débats lors de la 37^e session de la Conférence régionale.
18. M^{me} Theresa Wong, Chargée d'exécution par intérim, est ensuite intervenue en soulignant que l'objectif commun était de rendre l'agriculture plus efficace, plus inclusive, plus durable et plus résiliente. L'accent a été mis sur la résilience face à la nouvelle menace que constituait le

changement climatique. M^{me} Wong a également évoqué le rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), qui mettait en évidence les liens entre la sécheresse, la productivité et la sécurité alimentaire qui influenceront sur l'agriculture de demain. Pour faire face aux incidences du changement climatique sur l'agriculture, l'environnement et les moyens d'existence, il faut instaurer des pratiques durables et s'appuyer sur une planification à long terme.

19. Au cours de leurs échanges de vues, les participants ont insisté sur les points suivants:

- a) *Lutte contre la pénurie d'eau*: il s'agit d'un enjeu crucial pour la région, comme il ressort des récents débats sur l'importance d'une gestion efficace des ressources en eau. Les statistiques relatives à la région Proche-Orient et Afrique du Nord, dont fait état le rapport intitulé *L'État des ressources en terres et en eau pour l'alimentation et l'agriculture dans le monde*, sont utilisées pour évaluer la situation et étudier des techniques d'atténuation.
- b) *Dégradation des terres et des sols*: les efforts déployés pour lutter contre la dégradation des terres et des sols ont été mis en évidence. L'attention s'est portée en particulier sur les tempêtes de sable et de poussière, aux incidences transfrontières, qui constituaient un grave problème, ainsi que sur la restauration des écosystèmes, des forêts et des parcours.
- c) *Gestion et restauration des écosystèmes*: les participants ont évoqué la session de la Commission des forêts et des parcours pour le Proche-Orient (CFPPO) qui s'est tenue en Jordanie avec la participation de 19 pays et dont l'objectif était de renforcer les liens entre les forêts et l'agriculture et de promouvoir l'agrosilvopastoralisme en tant que moyen permettant d'associer la protection de l'environnement et celle des moyens d'existence. Il a été souligné que le Bureau sous-régional mettait en place un programme sur les agroécosystèmes des oasis et que la Décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes réunissait un réseau propre à promouvoir la mise en œuvre d'un nombre accru de projets de restauration des écosystèmes, afin d'agir face au changement climatique et à la dégradation de l'environnement.
- d) *Production animale, pêche et aquaculture durables*: les participants ont souligné que la prolifération d'organismes nuisibles et l'augmentation de la prévalence de maladies, parallèlement à une diminution des terres pour le pâturage et la production fourragère, comptaient parmi les effets du changement climatique sur la production animale. Ils ont rappelé que la Commission régionale des pêches (CORÉPÊCHES) se réunirait dans les mois à venir, avec une attention particulière accordée aux ressources aquatiques, en particulier à la mer d'Arabie, dont les stocks de poissons risquaient d'être fortement touchés par la hausse des températures et la diminution des précipitations; néanmoins, la région offrait un potentiel encore inexploité en termes de sources de protéines de poisson.
- e) *Villes vertes et consommation durable*: l'initiative Villes vertes, axée sur la consommation durable et l'économie circulaire, a été présentée. Une évaluation régionale doit démarrer prochainement. Les liens potentiels entre les zones rurales et les zones urbaines, en faveur de l'innovation et de la réutilisation des ressources, ont été mis en avant.

20. Les pays membres ont ensuite été appelés à intervenir dans quatre domaines d'action principaux:

- a) améliorer la durabilité des pratiques de production agricole et leur résilience face au climat;
- b) lutter contre la dégradation des écosystèmes terrestres et l'appauvrissement de la biodiversité;
- c) mettre l'accent sur les ressources aquatiques et marines, y compris la biosécurité;
- d) promouvoir la gestion intégrée des ressources en eau et les liens entre l'eau, l'énergie et l'alimentation.

21. La séance a été suivie d'une table ronde, animée par M. Mohamed Amrani, Fonctionnaire principal chargé des politiques auprès du Bureau sous-régional pour l'Afrique du Nord. Le président de la

table ronde a demandé aux intervenants de faire porter l'essentiel de leur réflexion sur les problèmes constatés et les solutions à mettre en œuvre pour parvenir à une agriculture plus respectueuse de l'environnement. Les interventions ont été notamment les suivantes:

- a) Intervenant 1 – M^{me} Rafla Attia, Directrice des ressources en sols auprès de la Direction générale de l'aménagement et de la conservation des terres agricoles du Ministère de l'agriculture (Tunisie), a évoqué les divers effets du changement climatique (chaleur extrême, pénurie d'eau et désertification, notamment) auxquels était confrontée la région Afrique du Nord. M^{me} Attia a souligné que la prise en compte d'une agriculture respectueuse de l'environnement était essentielle pour renforcer la capacité d'adaptation de la région face au changement climatique. Elle a également insisté sur la nécessité de promouvoir de bonnes pratiques agricoles, telles que l'amélioration de la fertilité des sols, la gestion des semences, les amendements organiques, le compostage, la rotation des cultures, l'adoption de technologies innovantes, la mise en relation des agriculteurs avec les marchés et l'établissement de chaînes d'approvisionnement durables.
- b) Intervenant 2 – M. Chadi Mohanna, Directeur du développement rural et des ressources naturelles auprès du Ministère de l'agriculture (Liban), a évoqué les incendies de forêt, qui constituaient un problème majeur en faisant obstacle à la régénération naturelle des forêts et aux activités de reboisement. M. Mohanna a rappelé que des idées fausses entouraient le rôle des animaux, notamment des caprins et des ovins, dans le domaine forestier. De fait, lorsque ces animaux sont gérés correctement, ils peuvent contribuer à prévenir les incendies de forêt en éliminant la biomasse présente sous les arbres. Il a également indiqué qu'il fallait poursuivre le processus de décarbonation de l'agriculture, qui impliquait l'utilisation de moteurs plus performants et plus écologiques pour la production agricole. Cela permet de réduire l'utilisation de combustibles fossiles ainsi que l'empreinte environnementale.
- c) Intervenant 3 – M. Abdelaziz Al Marzouki, Directeur général du développement des ressources halieutiques auprès du Ministère de l'agriculture, de la pêche et des ressources en eau (Sultanat d'Oman), a souligné que le secteur de la pêche constituait un important moteur de l'économie dans la région du Golfe, qui contribuait dans une large mesure à l'alimentation et à la nutrition des populations. Ce secteur joue aussi un rôle crucial pour l'emploi et le développement social et permet de soutenir les communautés côtières. M. Al Marzouki a fait part de l'expérience acquise par le Gouvernement omanais dans la lutte contre les risques liés au changement climatique grâce à des pratiques de gestion durable des pêches (fermetures saisonnières de la pêche, par exemple), au développement de systèmes d'aquaculture résilients, au recyclage de l'eau et aux investissements dans la recherche. Il a également évoqué la coopération établie avec d'autres pays de la région en vue de l'élaboration d'une stratégie régionale de lutte contre les effets du changement climatique sur les pêches. Une étude régionale sur l'acidification a été menée.
- d) Intervenant 4 – M. Hammou Laamrani, économiste, Section des politiques alimentaires et environnementales et Groupe sur le changement climatique et la durabilité des ressources naturelles, auprès de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO), a recommandé que l'attention soit portée sur la durabilité, la biodiversité et la recherche de solutions fondées sur la nature, au service d'une agriculture plus respectueuse de l'environnement. M. Laamrani a aussi insisté sur la nécessité d'étudier les possibilités de financement de l'agriculture dans le cadre des nouveaux marchés du carbone; de miser sur l'innovation et les financements afin que la région puisse mieux mettre à profit les nouveaux mécanismes applicables à l'agriculture et aux marchés du carbone; de prioriser la réduction des pertes et du gaspillage alimentaires; et d'attirer les jeunes vers l'agriculture grâce à des possibilités d'entrepreneuriat. Il a également demandé d'intégrer et de faire converger les bases de données et les plateformes géospatiales existantes, pour une prise de décision plus efficace.
- e) Intervenant 5 – M. Ajit Govind, Climatologue principal auprès du Centre international de recherche agricole dans les zones arides (ICARDA), a lui aussi fait état de la complexité des problèmes auxquels la région était confrontée et qui pesaient sur les petits exploitants, en

particulier les aléas climatiques, l'instabilité économique, les conflits et les questions d'ordre géopolitique. Dans un tel contexte, il est crucial de rendre l'agriculture plus respectueuse de l'environnement. À cet égard, M. Govind a évoqué deux voies d'action fondamentales, à savoir l'agriculture intelligente face au climat et une intensification durable. Il estimait que l'eau était un enjeu d'importance cruciale, quel que soit le système de culture, irrigué ou pluvial. L'amélioration de la productivité de l'eau, l'adoption de nouvelles technologies ainsi que des approches fondées sur la science sont essentielles. Le captage des eaux de pluie est une mesure d'adaptation qui pourrait être adoptée dans la région.

C. Première séance technique – Permettre une transformation rurale durable et inclusive

22. Les participants se sont penchés sur la priorité régionale relative à la transformation rurale, en s'appuyant sur le document présenté par M^{me} May Hani, Chargée d'exécution et Fonctionnaire principale chargée de programme auprès du Bureau régional de la FAO pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord, dans lequel étaient mis en avant non seulement les défis auxquels la région était confrontée, mais aussi les possibilités que celle-ci offrait aux fins d'une transformation rurale inclusive. Au nombre des facteurs favorables figurent la diversité de l'agroécosystème, la fertilité des sols, le fait que la région compte l'une des populations les plus jeunes du monde, sans oublier sa richesse en termes de ressources génétiques, de biodiversité et d'animaux d'élevage, qui favorise en soi l'adaptation aux effets du changement climatique, ainsi que les savoirs traditionnels détenus par l'une des plus anciennes communautés agricoles du monde.
23. Au cours du débat, les participants ont insisté sur la nécessité de poursuivre le processus de transformation rurale en misant sur six domaines d'action interdépendants:
 - a) promouvoir des solutions adaptées au contexte le long du continuum rural-urbain;
 - b) mettre en place des filières et des entreprises agroalimentaires qui soient compétitives, durables et inclusives. Ce point a été traité durant les deux premiers jours dans le cadre des différentes séances;
 - c) promouvoir l'emploi décent dans les zones rurales et l'inclusion économique et sociale des jeunes et des femmes;
 - d) soutenir les organisations de producteurs et les services de vulgarisation et de conseil rural;
 - e) promouvoir l'intensification durable de la production agricole;
 - f) promouvoir l'innovation numérique inclusive.
24. Les participants ont ensuite appelé à renforcer l'action et à prendre des mesures dans les domaines suivants:
 - a) *Politiques*: les mesures spécifiques à mettre en œuvre à cet égard, s'agissant de rendre les politiques cohérentes et complémentaires, sont afférentes aux six domaines d'action prioritaires. Il arrive souvent que de bonnes politiques soient en place mais qu'une stratégie de mise en œuvre fasse défaut, ou bien qu'une telle stratégie existe mais qu'il manque alors un cadre juridique de réglementation;
 - b) *Investissements*: promouvoir des investissements substantiels et ciblés ainsi que des solutions de financement innovantes, à différents niveaux, en misant sur les systèmes de financement rural, les financements mixtes et le financement des jeunes entreprises agroalimentaires et des micro-, petites et moyennes entreprises, pour favoriser une transformation rurale inclusive et durable;

- c) *Capacités*: de nombreux efforts ont été déployés au titre de la priorité régionale relative à la transformation rurale et il faut maintenant mettre à profit l'expérience acquise pour aller de l'avant, vers un programme plus global de renforcement des capacités nationales, et maintenir ces capacités sur le long terme;
- d) *Coopération*: il s'agit d'établir des partenariats publics, privés ou avec les organisations de producteurs, permettant de déployer à plus grande échelle les initiatives qui ont permis d'obtenir de bons résultats, d'encourager les partenariats multipartites, de développer et d'exploiter le potentiel des technologies et celui des solutions numériques, et de soutenir, promouvoir et renforcer le Forum arabe pour le conseil rural.

25. La séance a été suivie d'une table ronde, qui a permis de mettre en avant les points suivants:

- a) Compte tenu de l'arbitrage à opérer entre les divers domaines d'action prioritaires, il est important de mettre en équilibre les principaux objectifs et de les hiérarchiser.
- b) Une plus grande attention devrait être portée aux synergies et liens d'interdépendance avec d'autres priorités régionales.
- c) Il est important d'intégrer la composante résilience dans les différentes approches.
- d) Les questions de genre sont fondamentales et doivent être traitées de manière plus explicite dans le cadre des interventions.
- e) Des approches aussi bien descendante qu'ascendante doivent être prises en compte, en portant une attention particulière aux groupes marginalisés, non seulement les femmes et jeunes, mais aussi les réfugiés et les personnes handicapées, comme point de départ des travaux sur les politiques.
- f) Les liens entre l'eau, l'énergie et l'alimentation constituent un élément important d'un système agroalimentaire global.
- g) Une approche multipartite et multisectorielle est une condition préalable essentielle pour l'élaboration de politiques efficaces.
- h) Le ciblage des guichets d'investissement est crucial et il faudrait que les projets soient adaptés à des groupes spécifiques pour faciliter l'accès aux investissements.
- i) L'industrialisation de l'agriculture, y compris la pêche et l'élevage, est importante. L'accent doit être mis sur l'accès aux connaissances.
- j) Il est important de combler le fossé entre la théorie, à savoir la recherche et la science, et la pratique.
- k) Il est important d'attirer les jeunes ruraux qui ne sont pas enclins à travailler dans le secteur agricole, et cela en misant sur la promotion de nouvelles technologies et le transfert de connaissances.
- l) L'approche multisectorielle et les liens entre l'eau, l'énergie et l'alimentation étant devenus incontournables, l'économie circulaire gagne en importance.

D. Quatrième séance technique – Actions anticipées visant à gérer les effets des crises cumulées

26. M. Ayman Omer, Fonctionnaire principal chargé du programme de terrain et Coordonnateur pour la priorité régionale 4 (Résilience) de la FAO, a présenté le document établi en vue de la 37^e session de la Conférence régionale, intitulé «Actions anticipées visant à gérer les effets des crises

cumulées». M. Omer a insisté en particulier sur les facteurs de vulnérabilité structurels auxquels était exposée la région, les effets conjugués de divers aléas naturels et d'origine anthropique sur la sécurité alimentaire et la nutrition, ainsi que la nécessité stratégique de mettre en place des systèmes d'action anticipée ou de renforcer ceux qui existaient dans la région. Il a aussi présenté les éléments clés d'une action anticipée efficace ainsi que les deux séries de recommandations à l'intention des pays et de la FAO, qui étaient formulées dans le document.

27. M^{me} Sandra Ruckstuhl, Conseillère principale pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord, auprès de l'Institut international de gestion des ressources en eau du Système CGIAR, a ensuite fait part de ses observations au sujet du document présenté, insistant notamment sur la pertinence des recommandations qui y étaient formulées, et sur la nécessité de renforcer les actions anticipées dans la région, ce qui permettrait ainsi de réduire la vulnérabilité et les incidences des catastrophes. M^{me} Ruckstuhl a aussi recommandé que le document mette en avant la grande vulnérabilité des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays et des réfugiés, et qu'il soit indiqué comment ces populations pourraient tirer parti de systèmes d'action anticipée efficaces, en particulier dans le cadre de l'initiative relative aux liens entre les réfugiés et le climat, telle que présentée par la Jordanie lors de la 27^e Conférence des parties (COP27) tenue en Égypte. Elle a également insisté sur une recommandation importante du document, à savoir la mise en place de systèmes d'alerte rapide applicables à des risques multiples, ou leur renforcement.

28. La séance a été suivie d'une table ronde, animée par M. Mohammed Bengoumi, Spécialiste de l'élevage auprès de la FAO. M. Bengoumi a demandé aux intervenants de faire porter l'essentiel de leur réflexion sur les recommandations qu'ils souhaiteraient voir figurer en priorité dans le document, en fonction de leur expérience, s'agissant de l'établissement d'un tableau de bord de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Jordanie, avec l'aide de la FAO, de la mise en place d'un système d'alerte rapide lié au climat en Égypte, et de la mise en œuvre d'un système d'assurance agricole au Maroc. Les intervenants ont insisté sur l'importance des points suivants:

- a) Mettre en place des systèmes d'alerte rapide, ou les renforcer, afin de permettre une prise de décision fondée sur des éléments probants et d'éclairer les actions anticipées, notamment au vu de prévisions climatiques faisant état d'un accroissement de la fréquence et de la gravité des phénomènes météorologiques extrêmes dans la région.
- b) Favoriser le partage de connaissances et de données d'expérience positives entre les responsables techniques gouvernementaux de différentes régions.
- c) Prioriser les petits exploitants dans les systèmes de crédit et d'assurance agricoles.
- d) Élargir la couverture des initiatives ayant donné de bons résultats, notamment les systèmes d'alerte rapide (y compris quant au nombre d'aléas couverts par ces systèmes et à celui des personnes visées par les messages d'alerte) et les systèmes d'assurance et de crédit agricoles.
- e) Adopter une approche globale mettant l'accent sur les liens entre l'eau, l'énergie et l'alimentation, pour assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la région.

II. La transformation en marche: accélérateurs, politiques et action régionale

29. Un certain nombre de domaines et de questions ont été mis en évidence, en particulier les défis statistiques auxquels étaient confrontés de nombreux gouvernements et qui pouvaient avoir une incidence sur leur participation future à l'initiative, les liens avec d'autres approches régionales et nationales en cours, ainsi que les modalités de mise en œuvre dans les divers pays de la région.

30. Les participants à la réunion technique ont pris note des éléments suivants:

- a) Réorientation stratégique: compte tenu de la hausse de la demande alimentaire et face aux effets néfastes du changement climatique, en particulier la multiplication des épisodes de sécheresse,

une réorientation stratégique s'impose afin d'encourager une évolution des modèles de culture et des systèmes d'irrigation, ainsi que le recours à des cultures résistantes à la sécheresse. Dans tous les projets futurs, l'objectif doit être d'accroître la productivité de l'eau dans le secteur agricole.

- b) Commerce et investissements: il est possible de concrétiser l'objectif de la sécurité alimentaire et de la souveraineté alimentaire dans la région, et cela principalement par deux moyens: en soutenant les systèmes agricoles locaux qui dépendent des petits agriculteurs et en favorisant l'intégration de l'agriculture arabe grâce à un commerce intra-arabe mieux intégré.
31. Les participants se sont félicités de l'initiative Main dans la main, qui était pilotée par les pays et visait à éliminer la pauvreté et la faim par divers moyens: transformation agricole accélérée, plateforme fondée sur des données factuelles, analyses, plateformes intégrées fondées sur le système d'information géographique, partenariats et approches territoriales.
32. Afin de concrétiser les priorités susmentionnées, les participants ont invité la FAO à élaborer des programmes prenant en compte les objectifs suivants:

Genre

- a) La réflexion a porté sur les normes sociales qui régissent dans la pratique les rapports entre les femmes et les hommes, et il s'en est dégagé que, pour assurer une meilleure intégration des femmes au sein des communautés, il fallait que les activités de formation s'adressent aussi bien aux femmes qu'aux hommes.
- b) Il convient de s'attaquer clairement au problème des normes sociales qui entravent encore l'accès des femmes aux moyens de production ainsi que l'accès et l'utilisation des technologies.
- c) Dans de nombreux pays, les politiques visant à assurer l'égalité des genres sont coordonnées au niveau national, mais n'ont généralement pas d'orientation pragmatique. Il s'agit donc de répercuter ces politiques au niveau des activités.

Investissements

- d) Des mesures concrètes de l'incidence économique ou du rendement des investissements sont nécessaires (éléments probants) pour éclairer la prise de décision.
- e) Promouvoir le partage des données d'expérience et l'apprentissage mutuel entre les pays concernant l'utilisation de l'indice de la sécurité sanitaire des aliments.
- f) Étudier les solutions qui permettraient d'améliorer la mobilisation de ressources, l'allocation de fonds et les aides en faveur des agriculteurs qui se tournent vers une agriculture plus respectueuse de l'environnement. Renforcer les capacités des agriculteurs grâce à l'établissement de partenariats et à des accords.

Liens entre l'eau, l'énergie et l'alimentation

- g) Les liens d'interdépendance et les synergies entre les divers domaines d'action prioritaires doivent être étudiés.

Transformation rurale

- h) Pour réussir à transformer le monde rural, il faut travailler aux côtés des petits producteurs agricoles afin de les aider à commercialiser leur production. Si nous planifions cette action avec soin, l'impact peut être considérable, surtout dans les sites particulièrement exposés aux effets du changement climatique.

- i) Il est important d'adopter une approche globale pour améliorer les conditions de vie générales des populations rurales, sans se limiter aux seules approches techniques ou technologiques applicables à l'agriculture. À cet égard, la coopération interinstitutions et interorganisations est essentielle. Nous pouvons nous inspirer des initiatives nationales qui ont donné de bons résultats, comme l'initiative «Hayat Karima» en Égypte.

Résilience

- j) La mise en place, au niveau régional, d'un observatoire ou système d'alerte rapide applicable à des risques multiples a été recommandée, de même que la création d'un fonds régional d'urgence.
- k) Le financement de systèmes d'action anticipée et de protection sociale revêt une grande importance et peut être assuré par divers moyens, en particulier la mise en place de mécanismes nationaux, fondés sur les prévisions, pour financer des actions anticipées et l'élargissement des systèmes d'assurance agricole en portant une attention particulière aux groupes vulnérables.

Durabilité

- l) Afin qu'un projet demeure viable à long terme, il est important que des activités de formation technique soient prévues de façon à ce que l'entretien des infrastructures puisse être assuré même après la clôture du projet. De plus, pour que les projets permettent d'obtenir de bons résultats, il faut que le processus soit transparent et que les situations locales et le contexte culturel soient pris en compte au stade de leur conception.

Accélérateurs

- m) La prise en compte des questions de genre et l'inclusion sont considérées comme des facteurs de durabilité essentiels.
- n) Les pays sont encouragés à saisir les possibilités offertes dans certains domaines, notamment celui de l'eau, conformément au thème choisi par la FAO pour l'exercice biennal 2024-2025.

Questions transversales

- o) Le changement climatique constitue un risque transversal, qui touche les différentes dimensions d'une agriculture respectueuse de l'environnement.
- p) La coordination intersectorielle, l'intégration des politiques et la volonté politique continueront de jouer un rôle essentiel, s'agissant de faire face aux menaces qui pèsent sur la durabilité des systèmes agroalimentaires.
- q) Le dialogue technique régional sur l'eau a permis de formuler une série de recommandations qui seront prises en compte durant le processus de la Conférence régionale.

III. Séance de clôture

En conclusion, M. Abdulhakim Elwaer, Sous-Directeur général et Représentant régional de la FAO, responsable du Bureau régional pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord, a remercié tous les participants de leur contribution active au cours de la réunion. Il a fait part de ses réflexions sur les domaines d'action suivants et leurs quatre piliers respectifs: sécurité alimentaire (disponibilité, accès, accessibilité économique et adaptabilité), défis (changement climatique, conflits, calamités et consommateurs) et solutions porteuses de transformation (technologie, commerce, exploitation des ressources locales et transformation de la consommation alimentaire).